



l'unité

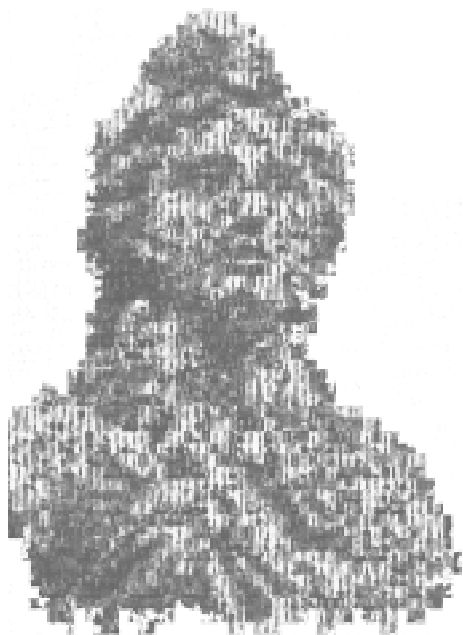
35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine - N° 144 - JANVIER-FÉVRIER 2002 - 0,76 euro



Le Projet	page 2
Edito	page 3
Rassemblement national des secrétaires de section	pages 4 et 5
Les lois qu'ils n'ont pas votées	page 6
Le budget du Conseil Régional	page 7
Proroger le régime des intermittents du spectacle	page 8

Le **P**rojet



La Convention fédérale du samedi 19 janvier a réuni au Triangle, à Rennes, les délégués(es) désignés(es) par leur section.

Jean-Claude du Chalard, Premier Secrétaire Fédéral, a accueilli les délégués(es) et les militants(es). Il a remercié l'ensemble des militants pour le travail important fait en section autour du projet à quelques mois des échéances électorales. Il a rappelé que ce projet, dans son ensemble, traçait des règles collectives et répondait aux préoccupations de chacun ; il sera largement exploité dans le futur programme de Lionel Jospin. Ensuite, il a communiqué les résultats au niveau départemental après le récolement des votes des sections.

Pierre Soubestre, Premier Secrétaire Fédéral Adjoint, a donné des précisions quant au bon déroulement de la réunion et la composition de la commission des résolutions chargée de proposer à l'assemblée les noms des délégués(es) et suppléants(es) à la Convention Nationale du 26 janvier.

Emmanuel Couet, Secrétaire Fédéral délégué au Projet et à la Culture, présente le projet. Faire la synthèse d'un tel document de 50 pages est un exercice difficile et nous pouvons le féliciter pour avoir, en moins d'une heure, réussi cette performance.

Reprenant chacune des quatre parties, il a su communiquer les points essentiels et analyser ceux-ci pour mieux appréhender un texte



«La vie en mieux La vie ensemble»



par
Claude TOXÉ

qui, il faut le dire, n'avait peut-être pas été lu avec toute l'attention requise par les militants.

Remercions Emmanuel, d'avoir tiré de ce texte toute la quintessence dans un exposé qui a, par son intérêt et sa clarté, retenu toute l'attention des militants.

Les amendements présentés par les sections de Chantepie, Rennes Centre-Sud, Rennes Villejean et Saint-Jacques ont fait l'objet de débats et ont été soit acceptés, modifiés ou rejetés par les délégués(es).

Les amendements nationaux n'ayant pas obtenu la majorité départementale n'ont pas fait l'objet d'un débat.

Les délégués(es) de sections ont élu(es), pour

représenter la Fédération d'Ille-et-Vilaine à la Convention Nationale :

Brigitte Maréchal, Claude Toxé, Loïg Chesnay, au titre de la motion 1.

Cyrille Morel, au titre de la motion 2.

Quatre auditeurs les ont accompagnés à Paris (Tristan Lahaye, Amédée Piromali, Hélène Riou Yasmine Sammour).

Résultats des votes intervenus dans les sections d'Ille-et-Vilaine après récolement :

Projet	92,77%
Amendement N°1	47,27%
Amendement N°2	42,60%
Amendement N°3	48,05%
Amendement N°4	42,34%
Amendement Quilès	28,31%

Qui a peur de Didier Schuller ?

Décidément, la droite n'a pas encore compris que l'interventionnisme ministériel auprès de la Justice, c'était terminé !



Par
Jean-Claude du CHALARD
Premier Secrétaire
Fédéral
Conseiller Régional
de Bretagne

La dernière fois que cela s'est produit, c'est quand Toubon, alors Garde des Sceaux, envoyait un hélicoptère en catastrophe dans l'Himalaya pour y chercher un Procureur afin de protéger le couple Tibéri, et indirectement l'ancien Maire de Paris : Jacques Chirac.

Que Didier Schuller ait décidé de revenir en France, c'est le fait de sa décision. Qu'il soit arrêté à son arrivé, c'est le déroulement normal de

la procédure judiciaire. Le vrai scandale, c'est de l'avoir fait «éva-der» de France au moment de la dernière élection présidentielle!

L'agitation et les débordements verbaux haineux, qui ont suivi son arrivée, posent le problème suivant : qui a peur de Didier Schuller ?

Avec un peu d'avance sur son calendrier, Jacques Chirac vient d'annoncer sa candidature à la Présidence de la République.

Quel rapport avec le retour de Schuller ?
Aucun bien entendu : parole de scout !

Agenda

Vendredi 8 février :

- Conseil Fédéral

Vendredi 15 février :

- Bureau Fédéral.

21 et 22 février :

- Session du Conseil Général.

Vendredi 25 février :

- Bureau Fédéral.

Vendredi 1^{er} mars :

- Bureau Fédéral.

Lundi 4 mars :

- Commission Permanente du Conseil Régional.

Vendredi 8 mars :

- Bureau Fédéral.

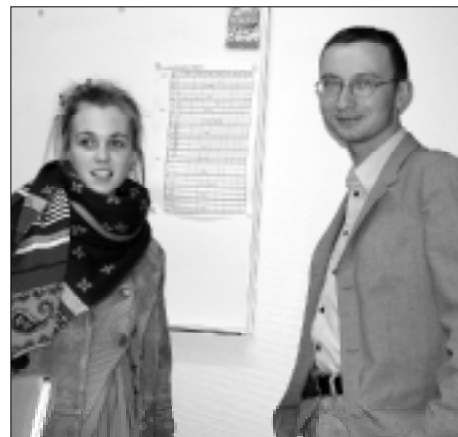


A l'issue de son congrès national en décembre dernier à Lille, les militants du Mouvement des Jeunes Socialistes d'Ille-et-Vilaine ont renouvelé leurs instances départementales. Le Collectif d'animation, composé de neuf membres, est désormais présidé par **Emilienne Danton**, Animatrice fédérale ; le trésorerie a été confiée à **Olivier Poulain** et le secrétariat est assuré par **François Durand**.

Trois camarades représenteront le MJS35 au Comité de Coordination Régionale : **Jean-Philippe Guedas**, **Tristan Lahais** et **Olivier Poulain**.

Le Collectif d'animation se réunit chaque mardi soir au local fédéral.

Pour prendre contact :
MJS 35, 45 bis bd de la Liberté - 35000 Rennes. tél. : 06 88 74 97 14.
Email : fede35@mjsfrance.org



Emilienne Danton, Animatrice fédérale du MJS35 en compagnie de Ronan Quentel, son prédécesseur pendant 5 ans qui a été élu Secrétaire National du MJS, chargé de la Communication.

8^e Rassemblement des **Secrétaires de section**

Une délégation importante d'Ille-et-Vilaine s'est rendue le 27 janvier dernier à Paris au huitième rassemblement national des secrétaires de section. Les deux tables rondes, dont les thèmes reprenaient le projet socialiste «La vie en mieux, la vie ensemble», ont été conclues par les interventions de François Hollande et de Lionel Jospin.

D'emblée, le Premier Secrétaire a souligné que les socialistes partaient en campagne présidentielle «avec un acquis considérable : le travail accompli par le gouvernement. Celui de Lionel Jospin fournit un socle de crédibilité par rapport au bilan du Président sortant». Autre atout majeur : un parti socialiste rassemblé et uni, qui a su préserver sa cohésion. A ceux qui piaffent d'impatience sur la date de déclaration du candidat socialiste, François Hollande a répondu qu'en application du «calendrier de désignation de notre parti arrêté depuis l'été dernier, la procédure s'ouvrira mi-février et se terminera fin février».

Le Premier Secrétaire est ensuite entré dans le vif du sujet : «l'enjeu : c'est un débat essentiel qui engagera pendant cinq ans et au-delà l'avenir de notre peuple». Il impose de répondre à trois questions capitales.

D'une part, la nécessaire régulation du monde impose à la France de ne pas «laisser à une seule puissance, fut-elle alliée, d'en déterminer l'équilibre». De plus, nous ne saurions accepter que des institutions internationales mettent, comme en Argentine, des pays à genoux. Parmi les initiatives à prendre, la proposition «d'annulation de la dette des pays les plus pauvres» a été rappelée.

D'autre part, si les socialistes ont réussi le passage à l'euro, «mandat que François Mitterrand nous avait confié», François Hollande nous fixe une autre tâche considérable : réaliser l'Europe politique, l'Europe sociale, l'Europe de la culture.

Enfin, en matière de modèle société, il a prôné «celui de la solidarité, de l'égalité, de la laïcité, du civisme. Dans cette campagne, nous sommes le Parti de l'intérêt général. Notre plus grand adversaire, c'est le corporatisme, l'individualisme, l'indifférence civique». Il a mis l'ac-

cent sur le principe posé dans le projet socialiste : «concilier les aspirations personnelles et les garanties collectives, réduire les inégalités, agir à la bonne dimension et au bon niveau»



Quant aux priorités, François Hollande les a résumées dans cette formule : «le mieux est possible à condition de le réaliser ensemble» en déclinant maintes propositions :

- le mieux avec la société du plein emploi et les 200 000 contrats sociaux de travail ;
- le mieux avec la société du savoir et le compte épargne temps ;
- le mieux à travers une société solidaire pour la jeunesse, les familles, les retraites ;
- le mieux dans une société citoyenne ;
- le mieux en matière de sûreté «mieux punir (plus vite, plus juste) c'est nécessaire» a-t-il précisé, «mieux prévenir... Cela coûtera cher pour l'éducation, la formation, l'insertion, le suivi social et les moyens supplémentai-

res pour la justice et la police», une politique opposée à la droite qui entend réduire le nombre des fonctionnaires et réduire drastiquement les dépenses publiques.

François Hollande a alors invité les Français à confronter le projet socialiste avec celui de la droite qui «s'est longtemps dissimulée, masquée, cachée de peur de faire peur... D'ailleurs, son projet est aussi inquiétant, voire davantage qu'au passé». Ce sont des mesures d'exclusion. Et de citer quelques exemples :

- exonérer les charges sociales pour les jeunes n'a qu'un seul effet : exclure les autres car «les employeurs préfèrent embaucher ceux qui ne leur coûtent pas» ;
- rendre libre les heures supplémentaires revient à limiter les embauches car «les salariés [seront devant le choix crucial] : obligez d'accepter ces heures supplémentaires ou la porte !» ;
- supprimer les tranches supérieures de l'impôt sur la fortune, de l'impôt sur le revenu et favoriser la capitalisation ;
- mesures dangereuses pour la Justice ;
- mesures dangereuses pour les fonctionnaires. «Ah ! voilà l'ennemi de la droite : le fonctionnaire, a-t-il ajouté. Il est prévu de ne remplacer qu'un ou deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite»

A travers ces mesures, il a dénoncé le fait qu'il n'y avait rien d'autre que du programme du patronat : «Jacques Chirac [étant] le chef d'orchestre, le Medef [tenant] la baguette».

Le Premier Secrétaire du PS a affirmé que «l'élection de 2002 sera surtout le choix d'une conception de la politique» en posant trois principes. Le premier est essentiel : la crédibilité. «Promettre n'est rien, tenir est tout. C'est ce qui distingue les hommes d'Etat des hommes de l'Etat. a-t-il formulé : les premiers veulent nou-

voir agir, les autres veulent simplement le pouvoir». Le second, la vérité, doit guider notre discours d'intérêt général, car **«dire oui à tout le monde, c'est finalement dire non à chacun»**. Enfin, la volonté doit être programmatique, **«un vrai contrat avec le pays»** et se traduire par des réformes institutionnelles (cumul des mandats, Sénat, droit de vote des étrangers, indépendance et responsabilité de la justice) et décentralisatrices.

Cette campagne, pour François Hollande, impose d'avoir un rapport du politique au citoyen, à savoir fonder **«clairement la relation avec des exigences d'un côté — la société qui nous appelle à la responsabilité — et de l'autre les engagements qui supposent une traduction»**. Il a ensuite appelé les socialistes à promouvoir **«la valeur de l'égalité et de la lutte pour que le progrès humain soit chaque fois porté dans une vie politique démocratique»**. Il a assuré que le PS est en ordre de marche pour ce rendez-vous avec les Français et il a conclu par ces mots **«Lionel est l'homme de la situation»**.

sont rassemblés devant les médias pour préparer les rendez-vous qui viennent et adopter le projet du PS».

En réponse à P. Séguin qui invitait J. Chirac à renouer le fil rompu du septennat, Lionel Jospin a confié que **«ce qui avait été brisé, [c'était] le fil de la sincérité et de la confiance»**. Il a ensuite qualifié la période présente **«d'entre-deux temps»** entre ses cinq années passées à Matignon au cours desquelles **«nous avons respecté nos engagements»** et un premier quinquennat présidentiel pour **«accomplir de nouveaux pas en avant»**.

A ceux qui s'agacent **«d'une sorte d'entre-deux politique»**, le Premier Ministre a précisé que **«le travail gouvernemental [n'était] pas achevé»** des textes attendus étant inscrits à la session parlementaire qui sera suspendue le 22 février. **«Quant au gouvernement, a-t-il ajouté, il est pleinement au travail»** en citant la mise en œuvre de l'allocation personnalisée à l'autonomie (800 000 personnes concernées) et le versement de la prime pour l'emploi à près de 9 millions de personnes à fai-

ces **«rendez-vous à venir»**.

Pour lui, le temps du débat devra être celui où **«chacun devra rendre compte devant nos compatriotes de son mandat, le Président, le gouvernement, l'opposition, la majorité»**. Il a invité les Français à prendre leurs responsabilités dans ce votes décisifs car **«les décisions qu'ils prendront sont très importantes pour le futur de notre pays»**. Et d'assurer que les politiques de la gauche et de la droite ne seront pas les mêmes dans cette campagne présidentielle, ni dans ces législatives. **«Nous sommes sincères dans nos convictions, a-t-il insisté, nous sommes vraiment désireux de travailler encore au service des Français. Il le faut pour empêcher les retours en arrière et les régressions, pour approfondir ce qui a été accompli, pour prolonger ce qui a été engagé, pour aller au-delà même en ouvrant de perspectives neuves»**.

Le Premier Ministre s'est dit convaincu que **«notre mobilisation peut faire la différence aux yeux des Français»**. Il a alors exhorté les socialistes à confronter leur bilan à celui de la droite qui es **«un reniement des promesses, la hausse des impôts, un gigantesque blocage social, les atteintes à l'indépendance de la justice, la résignation au chômage, la reprise des essais nucléaires en nous brouillant pour quelques mois avec une bonne partie de la planète»**. Si la droite venait à remporter les échéances de 2002 **«on pourrait craindre un quinquennat et une législature très à droite pour notre pays et très directement inspirés par le Medef»**.

Sans vouloir anticiper la présentation de son programme, Lionel Jospin a esquissé quelques grands objectifs nationaux :

- la recherche d'une croissance forte et d'une économie efficace en partageant les fruits de cette croissance dans l'entreprise et dans le pays ;
- la poursuite d'une politique de plein emploi ;
- la modernisation du pays en veillant à ce qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte ;
- la nécessaire évolution des institutions ;
- l'action résolue contre l'insécurité **«qui n'accepte pas l'impunité mais qui, en même temps, n'enferme pas chacun dans sa condition sociale ou dans sa condition communautaire et qui offre une perspective et un espoir»**.

Se remémorant **«l'enthousiasme»** des campagnes **«la chaleur du contact avec les Français, l'émotion des grandes réunions publiques, la tension enfin quand approche le verdict des urnes»**, Lionel Jospin a fait part de son **«envie de revivre»** tout cela. Une formidable ovation a rempli la salle de la Mutualité. Les secrétaires de section quittaient ce huitième rassemblement national mobilisés et déterminés.

Jean Pierre Leborgne



C'est sous les applaudissements nourris de 2000 personnes que Lionel Jospin a traversé la Mutualité. La chaleur de l'accueil fut à la hauteur de son **«plaisir de retrouver les secrétaires de section du PS, les femmes et les hommes qui font vivre le Parti sur le terrain»**. A cet instant, il confia que c'était **«la cinquième fois, mais la dernière»** qu'il s'adressait à eux en tant que Premier Ministre, dans cette salle mythique pour la gauche, saluant ce **«moment de fraternité»**.

Le décor est planté, il va évoquer les échéances de 2002 et décocher sa première flèche en comparant l'Elysée **«où se tiennent des réunions discrètes mais très médiatisées, mais dont on ne sait rien»** avec la salle de la Mutualité où **«c'est au grand jour que tous les responsables du PS**

bles salaires. Rappelant que **«la campagne officielle commencera le 5 avril»** il a estimé que **«le temps prévu suffira largement»** pour défendre arguments et propositions.

A ce moment important de son parcours qualifié **«d'entre-deux personnel»**, Lionel Jospin a évoqué **«le chemin parcouru»** depuis ces **«dix ans pendant lesquels, aux côtés de François Mitterrand, nous avons progressivement amené [le PS] au succès»**. Il a alors cité le formidable choc de 1981, le réapprentissage du pouvoir, l'échec maîtrisé de 1986, la victoire de 1988, la défaite sévère de 1993 **«qui n'a pas interdit que nous nous mettions à nouveau en avant en 1995 et en 1997»**. Mesurant le pas à accomplir, il fit cette confidence : **«je m'y prépare, je réfléchis, j'échange, j'écris»** se rendant **«disponible»** pour

Les lois que les députés de droite d'Ille-et-Vilaine n'ont pas votées

TEXTE DE LOI Appartenance au groupe parlementaire	J.-M. BOUCHERON Ed. HERVÉ M. ROGEMONT (Rennes)  Ont Voté	M.-T. BOISSEAU (Fougères) U.D.F. a voté	R. COUANAU (Saint-Malo) U.D.F. a voté	P. MÉHAIGNERIE (Vitré) U.D.F. a voté	A. MADELIN (Redon) D.L. a voté
ENTRÉE ET SÉJOUR DES ÉTRANGERS (3 mars 1998)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE
PLAN DE NATIONALITÉ MODIFIANT LE CODE CIVIL (17 décembre 1997)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE
LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS (20 mai 1998)	POUR	ABSTENTION	ABSTENTION	ABSTENTION	ABSTENTION
ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE HOMMES / FEMMES Congrès du Parlement	POUR	POUR	PAS VOTÉ	POUR	PAS VOTÉ
PACS (3 octobre 1999)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	ABSTENTION
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (RTT) (7 décembre 1999)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE
PRÉSOMPTION D'INNOCENCE ET DROITS DES VICTIMES (10 février 1998)	POUR	CONTRE	CONTRE	ABSTENTION	ABSTENTION
QUINQUENNAT (20 juin 2000)	POUR	CONTRE	CONTRE	POUR	POUR
PARITÉ (21 juin 2000)	POUR	POUR	NON VOTANT	POUR	NON VOTANT
SOLIDARITÉ RENOUVELLEMENT URBAIN (21 mars 2000)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE
IVG (5 décembre 2000)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	NON VOTANT
CORSE (18 décembre 2001)	POUR	CONTRE	CONTRE	PAS VOTÉ	CONTRE
MODERNISATION SOCIALE (19 décembre 2001)	POUR	CONTRE	CONTRE	CONTRE	CONTRE

À droite, leur programme, c'est le MEDEF

Budget 2002 du Conseil régional

Pourquoi les socialistes ont-ils voté contre le budget présenté par J. de Rohan

Le groupe socialiste a voté contre le budget régional 2002 proposé par le Président de Rohan. Il s'agit bien d'une rupture puisque jusqu'à présent, le groupe s'était abstenu moyennant des discussions serrées sur différents amendements significatifs.

Le Président de Rohan et sa majorité relative ont des difficultés à admettre cette situation de faiblesse et cherchent évidemment à mettre les socialistes en accusation. Voici quelques éléments de réponse aux propos de la droite et surtout aux questions que peuvent se poser les citoyens.

Les socialistes bloquent le fonctionnement du Conseil régional, les travaux vont être retardés et les subventions ne pourront pas être versées ?

Faux ! Depuis janvier 1999, un dispositif a été mis en place par le gouvernement Jospin - que l'on appelle le 49-3 régional - : il permet aux "majorités relatives" de pouvoir gérer la Région. Le principe est simple : après avoir constaté le rejet du budget, le Président dispose d'un délai de 10 jours pour faire parvenir à tous les Conseillers régionaux un budget -le même ou un budget amendé- ; ensuite un délai de 5 jours permet d'opposer une motion de renvoi présentée par la majorité des membres du Conseil régional et accompagné d'un projet de budget alternatif.

Concrètement, le Président de Rohan va renvoyer très rapidement le budget (sans doute peu, voire pas amendé) ; bien entendu il est hors de question pour nous de tenter de "bricoler" une majorité de circonstance et donc d'ici quelques jours le budget 2002 sera réputé adopté. La meilleure preuve est que, d'après les discussions du mardi 22 janvier, l'exécutif entendait bien réunir la Commission permanente le lundi 4 février, comme prévu. Il n'y aura donc pas un jour de retard dans l'exécution du budget.

A quoi cela sert-il, si cela ne modifie pas le budget, ni ne bloque son exécution ?

Notre objectif n'est pas de bloquer le fonctionnement de la Région ; il y a une majorité relative et la démocratie exige qu'elle puisse assumer ses responsabilités... L'objectif des socialistes est de montrer clairement qu'il y a deux visions différentes de la Région (cf notre bilan mi-mandat : "Une Région incer-

taine") : une vision suiviste, sans perspective qui est celle de la droite, et une vision dynamique qui veut une région stratégique, porteuse d'un projet de développement économique et social.

vaux d'entretien et aux gros travaux : pour certaines communes, la participation "demandée" allait au-delà de 15%) ; nous avons engagé le débat sur la gratuité des livres scolaires dans les lycées ; c'est l'un de nos pre-



Pourquoi cette "rupture" intervient-elle aujourd'hui ?

Depuis 1998, le groupe socialiste a pratiqué une politique d'opposition constructive : nous avons multiplié les propositions et les amendements ; nous avons ainsi débloquent plusieurs dossiers et avons ouvert quelques brèches : nous avons obligé le Conseil régional à ouvrir des discussions sur le logement social ; nous avons obtenu une clarification sur le financement des lycées (l'abandon des participations communales aux tra-

miers amendements en 1999 qui a ouvert la voie à un observatoire de l'eau....

Autant de points positifs, malheureusement trop souvent abandonnés en cours de route ou dilués dans les délais : la programmation des travaux dans les lycées n'a toujours pas été mise en œuvre, la gratuité des livres scolaires s'est arrêtée aux élèves boursiers de seconde, la politique du logement reste bloquée sur les communes de moins de 7 000 habitants etc... Autant dire que notre stratégie d'amendements trouvait ses limites.

suite page 8

D'autre part, le budget 2002 proposé par J. de Rohan était en soi un budget de rupture : après avoir prôné la plus faible fiscalité possible, le plus faible recours à l'emprunt possible, le budget 2002 est en augmentation forte : +5% de fiscalité, +30% d'emprunt, +20% des dépenses. La raison invoquée est la régionalisation des TER. En réalité le Fer aurait entraîné une hausse d'environ 10%. Toutes les autres dépenses augmentent de 10%. C'est la faillite des politiques menées antérieurement, en particulier le manque de programmation et d'anticipation. Par exemple, cette année 2002 où il faut accélérer les investissements dans le ferroviaire, jamais le budget d'investissement dans les lycées n'aura été aussi élevé, alors que la Région en a la responsabilité depuis plus de 15 ans.

Vous avez toujours protesté contre la timidité des engagements de la Région, aujourd'hui la Région "accélère" et c'est le moment où vous choisissez de rompre?

Le groupe socialiste a toujours critiqué la faiblesse des actions de la Région. Jusqu'à cette année, la politique était : le moins d'impôt possible, le moins d'emprunt possible. Aujourd'hui la Région dit : il faut rejoindre les moyennes nationales. Nous réaffirmons clairement que nous sommes favorables à l'action publique et à son développement ; mais le projet de budget 2002 est incohérent sur deux aspects : d'abord -en dehors du ferroviaire- les autres augmentations ne correspondent pas de politiques nouvelles, ensuite, il ne dégage aucune marge de manoeuvre pour les années à venir : il n'y a aucune prévision pour demain, les investissements pour le fer risquent de continuer à augmenter, sans doute en sera-t-il de même pour les lycées ; le plan Glavany pour l'agriculture n'est pas pris en compte (le budget 2002 de l'agriculture est l'un des seuls qui n'augmente pas...). Les hausses d'aujourd'hui préparent les hausses de demain.

Les Bretons ont toujours su se rassembler sur les grands enjeux de la Région. Ce vote négatif marque-t-il la fin de ce "consensus républicain"?

L'expression du groupe a été très claire ; s'il y a bien deux visions de l'avenir de la Région, il est bien évident que nous continuerons à agir ensemble sur les grands dossiers, comme nous l'avons fait pour le TGV. D'ailleurs au cours de cette session de janvier, nous avons soutenu le plan Glavany sur l'agriculture, la régionalisation des TER...

Lénaïc BRIÉRO

Proroger le régime des Intermittents du Spectacle

Avec Jean-Claude du Chalard, Marcel Rogemont avait reçu les intermittents du spectacle. Marcel Rogemont s'était engagé à une initiative parlementaire sur ce sujet. L'engagement a été tenu !

Il a défendu sa proposition de loi le 12 décembre 2001. De quoi s'agit-il ?

La nouvelle convention de l'UNEDIC a été agréée par le gouvernement au 1^{er} juillet 2001. Les partenaires sociaux avaient alors à renégocier les quelques 18 annexes à la convention qui visent à tenir compte des spécificités de certaines professions. Ce qui est fait depuis déjà plusieurs mois, sauf pour les annexes 8 et 10, qui intéressent les artistes et les techniciens du spectacle et de l'audiovisuel, plus communément appelées régime des intermittents du spectacle.



par Marcel Rogemont
Député d'Ille-et-Vilaine

du spectacle), ce dossier est dans l'impasse et laisse depuis juillet 2001 un vide juridique préjudiciable aux intermittents du spectacle et de l'audiovisuel.

Devant le reportsine des négociations, le groupe socialiste a décidé de déposer une proposition de loi visant à affirmer que les annexes 8 et 10, résultant d'un accord des partenaires sociaux en

1969, sont une nécessité et qu'elles doivent être prorogées jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé entre les partenaires sociaux. Cette proposition de loi a été discutée et adoptée le 12 décembre 2001.

Le dispositif législatif transitoire proroge donc la validité du régime spécifique des professions du spectacle pour que les intermittents du spectacle puissent continuer de bénéficier des ASSÉDIC avec les mêmes garanties qu'auparavant jusqu'à l'aboutissement des négociations.

La fédération



du PS d'Ille-&-Vilaine
est sur internet

Sur ce site fréquemment mis à jour, vous pourrez trouver les rubriques suivantes :

- Le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (Unité 35, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de la gauche plurielle.
- Les propositions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socialistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

<http://perso.wanadoo.fr/fede35.parti-socialiste>
Email : fede35@parti-socialiste.fr

BULLETIN

D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35
arrive à échéance ?

un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à l'Unité 35 :

45 bis , bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

(0,76 euro, le numéro - 10 numéros par an).

Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).